



**PHASE SELECTIVE**

**LISTE DES DOCUMENTS A REMETTRE**  
**DANS DOSSIER DE CANDIDATURE SELON L'ORDRE CI-DESSOUS**

	Libellés	Remarques	OK
1. Dossier de candidature (cf. pt. 8)			
a.	Page de garde du règlement (document A0)	A remplir, dater et signer signatures légales	
b.	Qualité du soumissionnaire (formulaire A1, A2, A3, A4)	A compléter	
c.	Engagement du soumissionnaire (formulaire A5)	A dater et signer signatures légales	
d.	Engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes (formulaire A6)	A dater et signer signatures légales	
e.	Engagement sur l'honneur (formulaire A7)	A dater et signer signatures légales	



## Formulaire A1

### REFERENCES DU SOUMISSIONNAIRE

**Nom ou raison sociale du soumissionnaire qui cite la référence ci-dessous :**

**Le soumissionnaire doit fournir 3 références :**

- qui sont en rapport avec le type de marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- qui démontrent l'aptitude, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter ;
- qui sont achevées depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution mais proches d'être achevées ;
- qui reflètent le même type d'organisation exigée pour le marché à exécuter.

**Le soumissionnaire photocopiera cette page vierge afin de fournir les 3 références**

---

• **CLIENT (Maître d'ouvrage)**

**Nom ou raison sociale du client :**

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

---

• **OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ**

**Nom de l'objet ou du projet :**

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

---

• **MARCHÉ EXÉCUTÉ**

**Type de marché exécuté par le soumissionnaire :**

Montant du projet (hors TVA) : CHF

Montant du marché exécuté (hors TVA) : CHF

Date de début de l'exécution du marché :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue :

Marché exécuté en : ☐ Consortium d'entreprises  
☐ Entreprise générale ou totale

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique  
☐ Economie mixte (privé / public)  
☐ Client privé

Référence qui démontre des compétences appliquées en matière de protection de l'environnement (eau, air et sol), d'utilisation des énergies renouvelables, d'écologie et de recherche de performances énergétiques, ainsi que des expériences d'application des préceptes écologiques et

du développement durable : ☐ OUI ☐ NON

Si oui à la question précédente, décrivez les mesures et/ou les compétences appliquées :

• **ANNEXE**

Le soumissionnaire peut annexer des documents, en relation avec la référence, pour aider à la compréhension (max 2 pages A4).



## Formulaire A2

### ORGANISATION INTERNE DU SOUMISSIONNAIRE

Nom ou raison sociale du soumissionnaire :

**Nous vous demandons de fournir sur un document annexé :**

1. Une brève présentation de la société en précisant les années et le domaine d'expérience (1 page A4 max.)
2. L'organigramme de votre organisation interne avec désignation (maximum 2 pages A4) :
  - ⇒ *des personnes responsables,*
  - ⇒ *des personnes qui peuvent engager la société par leur signature,*
  - ⇒ *des liens hiérarchiques en vigueur entre ces personnes,*
  - ⇒ *des répartitions des tâches et responsabilités.*

**Les documents remis en annexe doivent porter la mention Formulaire A2 et votre nom ou raison sociale.**



## FORMULAIRE A3

### CAPACITÉ EN PERSONNEL

**Le soumissionnaire doit indiquer ci-dessous l'effectif de la société:**

Effectif de la société, sans le personnel temporaire ou en formation :

personnel administratif :                      postes de travail

personnel technique :                                         postes de travail

**TOTAL :**                      **postes de travail**

*(Un poste de travail correspond à une activité à 100% dans le cadre du bureau ou de la société. Une personne employée à 60% représente 0.6 poste de travail.*

*Exemple : 5 collaborateurs à 100 % + 3 collaborateurs à 60% = 6.8 postes de travail)*

**Le soumissionnaire doit compléter le tableau ci-dessous avec les caractéristiques des personnes-clés de la société (maximum 10) :**

Nom et prénom	Date de naissance (exemple : 11.02.1964)	Fonction (dans la société ou le bureau)	Diplômes/certificats/licences (uniquement professionnels)	Années d'expérience (uniquement professionnelle)

**A compléter par le soumissionnaire :**

**Raison sociale de la société :**



## Formulaire A5

### ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE

En signant la page de garde et en déposant leur offre, tous les membres d'un soumissionnaire certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Par sa signature à la fin de cette page, Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- Il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- Il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- Il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- Il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- Il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité ;
- Il a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat ;
- Il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. En conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- Il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- Il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;
- Il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- En cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;
- Il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- Il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- En remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- Le soumissionnaire accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure, notamment si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, d'investissement et financements ou encore en cas de renoncement au projet par le Maître d'ouvrage ;
- Il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre



insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;

- Il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres;
- Il accepte que l'adjudicateur vérifie, par tout moyen utile, les références données.
- Il accepte que le pouvoir adjudicateur puisse faire usage des éléments de nature technique (plans, calculs, concepts etc) accompagnant la présente offre.
- Il s'engage à remettre dans un délai de 10 jours, la totalité des attestations et preuves que l'adjudicateur pourra exiger à tout moment.

## Raison sociale du ou de la candidat-e ou soumissionnaire :

\_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Signature(s) \* : \_\_\_\_\_

- *Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager la société ou le bureau, voire le consortium d'entreprises le cas échéant.*

## Formulaire A6

### ENGAGEMENT À RESPECTER L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES

En signant ce document, les candidat-e-s ou les soumissionnaires confirment sur l'honneur respecter les dispositions légales concernant l'égalité entre hommes et femmes, et plus particulièrement l'égalité salariale. Par leur signature, les candidat-e-s ou soumissionnaires s'engagent également à vérifier que leurs sous-traitant-e-s les respectent aussi.

#### **Bases légales**

Les bases légales qui fondent cet engagement sont les suivantes :

- L'article 8 al. 3 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, qui consacre le principe de l'égalité entre hommes et femmes, en particulier le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.
- La Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (**LEg**–RS.151.1, [www.admin.ch/ch/f/rs/c151\\_1.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/c151_1.html)), du 24 mars 1995, qui interdit toute forme de discrimination fondée sur le sexe dans les relations de travail.
- L'article 11, lettre f, de l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP), du 25 novembre 1994 révisé le 15 mars 2001, qui précise que l'égalité entre les hommes et les femmes est un principe devant être respecté lors de la passation des marchés.
- Les lois et règlements cantonaux sur les marchés publics.

Le respect du principe de l'égalité entre hommes et femmes permet d'éviter les distorsions entre les concurrent-e-s. En effet, les candidat-e-s ou soumissionnaires qui respectent les dispositions susmentionnées ne doivent pas être désavantagé-e-s par rapport à celles et ceux qui ne les respectent pas.

#### **Contrôles**

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché peuvent effectuer un auto-contrôle, dans le but de vérifier le respect de l'égalité salariale, grâce au logiciel LOGIB (téléchargeable sous <http://www.logib.ch>).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler la juste application de la LEg. Pour ce faire, elle peut exiger, à tout moment, la preuve du respect de l'égalité entre hommes et femmes, et en particulier de l'égalité salariale. Une instance externe, compétente sur le plan cantonal, peut être désignée pour effectuer ce contrôle.

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché sont tenu-e-s de fournir sur demande les données nécessaires aux contrôles, notamment les données salariales sous forme individuelle et anonyme.

En cas de discrimination fondée sur le sexe constatée lors du contrôle, le pouvoir adjudicateur peut exiger des candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché de prendre les mesures nécessaires afin de respecter le principe d'égalité entre hommes et femmes. Ils ou elles doivent alors apporter la preuve de leur mise en conformité, dans un délai donné. Le contrôle peut également toucher les sous-traitant-e-s.

#### **Mesures et sanctions**

En cas de non-respect des dispositions sur l'égalité entre hommes et femmes, des mesures et sanctions peuvent être prises conformément au droit cantonal (exclusion de la procédure ou exclusion de toute procédure d'appel d'offres pendant une période définie, révocation de l'adjudication, amende administrative).

### Raison sociale du ou de la candidat-e ou soumissionnaire :

**Date :** \_\_\_\_\_ **Signature(s) \* :** \_\_\_\_\_

- *Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager la société ou le bureau, voire le consortium d'entreprises le cas échéant.*



## Formulaire A7

### ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR

En signant ce document, le soumissionnaire confirme sur l'honneur qu'il respecte toutes les conditions ci-dessous et qu'il s'engage à les respecter pendant la durée de la procédure de mise en concurrence jusqu'à la décision d'attribution et pendant la durée de l'exécution du marché depuis la signature du contrat. Par sa signature, le candidat s'engage également à vérifier que ses sous-traitants directs les respectent aussi.

Si le soumissionnaire ne peut pas ou ne pourra pas respecter l'une ou l'autre des conditions, il devra se justifier par courrier dans le même délai fixé pour le dépôt du dossier ou de l'offre.

Il est rappelé que le non-respect de l'une ou l'autre des conditions peut entraîner l'exclusion immédiate du soumissionnaire de la procédure, la révocation de l'adjudication ou encore la résiliation du contrat en cours d'exécution du marché sans dédommagement. D'autres sanctions (amende, exclusion des marchés publics futurs, etc.) demeurent réservées.

**Le Maître d'ouvrage exigera de tous les soumissionnaires sélectionnés pour l'appel d'offres la production des attestations ci-dessous.**

**En cas d'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux ou de pool pluridisciplinaire, tous les membres associés doivent signer un exemplaire de la présente annexe.**

**L'adjudicateur se réserve le droit d'exiger, à tout moment et dans un bref délai, l'une ou l'autre attestation ou preuve, voire la totalité des attestations et preuves, notamment auprès du soumissionnaire ou du candidat pressenti pour être l'adjudicataire du marché et de ses sous-traitants éventuels.**

**Délai minimal de validité des attestations : 3 mois**

**1. Attestations justifiant que le personnel est assuré conformément à la législation en vigueur et que les paiements sont à jour, soit :**

- ☐ **Attestation d'assurance vieillesse et survivants (AVS ou équivalent)**
- ☐ **Attestation d'assurance invalidité (AI ou équivalent)**
- ☐ **Attestation d'assurance perte de gain (APG ou équivalent)**
- ☐ **Attestation du paiement des cotisations chômage**
- ☐ **Attestation du paiement des allocations familiales**
- ☐ **Attestation du paiement de la prévoyance professionnelle (LPP ou équivalent)**
- ☐ **Attestation d'assurance-accident (SUVA ou équivalent)**

**2. Attestation de l'autorité fiscale compétente justifiant que le soumissionnaire s'est acquitté de ses obligations en matière d'impôt à la source retenu sur les salaires de son personnel ou qu'il n'a pas de personnel soumis à cet impôt**

**3. Faillite, concordat et saisie : Extrait de l'office des poursuites ou des faillites**

**Le soumissionnaire déclare ne pas faire l'objet d'une procédure de faillite, d'une procédure concordataire ou ne pas avoir fait l'objet d'une saisie au cours des douze derniers mois.**

#### **Travail au noir:**

Le soumissionnaire déclare ne pas faire l'objet d'une décision d'exclusion des marchés publics prononcée à son encontre en vertu de l'art. 13 LTN et s'engage à respecter ses obligations en matière d'annonce et d'autorisation prévues dans la loi du 17 juin 2005 sur le travail au noir (LTN, RS 822.41) et.

#### **Travailleurs détachés**

Le soumissionnaire déclare ne pas faire l'objet d'une décision d'interdiction d'offrir ses services en Suisse prononcée à son encontre en vertu de l'art. 9 LDét et s'engage à respecter les conditions minimales de travail et de salaire énoncées à l'art. 2 de la loi fédérale sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail (LDét ; RS 823.20) et.

#### **Ententes cartellaires**

Le soumissionnaire déclare ne pas avoir conclu d'accord illicite affectant la concurrence ni suivre de pratiques illicites au sens de la loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (LCart ; RS 251) et s'engage en ce sens pour la durée de la procédure et l'exécution du marché.



### **Exclusion des marchés publics**

Le soumissionnaire déclare ne pas faire l'objet d'une décision d'exclusion des marchés publics futurs prononcée à son encontre par un pouvoir adjudicateur suisse ou une autorité compétente suisse (autorité cantonale de surveillance, gouvernement cantonal). En cas de décision d'exclusion prononcée à son encontre, il s'engage à produire, lors du dépôt de son offre, toute information permettant de justifier sa participation à la procédure.

### **Respect des prescriptions légales relatives à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles**

Le soumissionnaire déclare respecter les dispositions du droit suisse en matière d'environnement pour les prestations exécutées en Suisse, notamment les dispositions en matière de lutte contre les nuisances sonores, la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et s'engage en ce sens pour la durée de la procédure et l'exécution du marché.

Il déclare respecter les conventions internationales relatives à la protection de l'environnement déterminées par le Conseil fédéral\* pour les prestations exécutées à l'étranger et s'engage en ce sens pour la durée de la procédure et l'exécution du marché.

\* Convention de Vienne du 22 mars 1985 pour la protection de la couche d'ozone (RS 0.814.02) et le protocole de Montréal relatif du 16 septembre 1987 à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone conclu dans le cadre de cette convention (RS 0.814.021) ; Convention de Bâle du 22 mars 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (RS 0.814.05) ; Convention de Stockholm du 22 mai 2001 sur les polluants organiques persistants (RS 0.814.03) ; Convention de Rotterdam du 10 septembre 1998 sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international (RS 0.916.21) ; Convention du 5 juin 1992 sur la diversité biologique (RS 0.451.43) ; Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques du 9 mai 1992 (RS 0.814.01) ; Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (RS 0.453) ; Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance du 13 novembre 1979 et les huit protocoles ratifiés par la Suisse dans le cadre de cette convention (RS 0.814.32).

### **Remarques :**

- L'ensemble des attestations peut être remplacé par une attestation unique «multipack» délivrée par un organisme officiel accrédité. Si une des rubriques est barrée, le candidat ou le soumissionnaire devra délivrer l'attestation en annexe.
- Les organes qui engagent la responsabilité de l'entreprise ou du bureau doivent pouvoir prouver qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour faute professionnelle grave.
- Les indépendants fournissent uniquement les attestations AVS et fiscales, ainsi que la preuve du paiement de la cotisation assurance accident qui prouvent leur statut d'indépendant.

### **En outre, sur demande du Maître d'ouvrage ou de son représentant :**

- le candidat doit être en mesure d'attester la solvabilité financière de l'entreprise ou du bureau. Par exemple, le Maître d'ouvrage pourra demander une attestation d'assurance en responsabilité civile (RC), des garanties et/ou une attestation du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- le candidat doit être en mesure de prouver que les personnes qui engagent la responsabilité de l'entreprise ou du bureau n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour faute professionnelle grave.